

## Communication de Monsieur l'Ambassadeur Gilles Curien



Séance du 1<sup>er</sup> avril 2011



### La morale en politique

À première vue, il faut être bien prétentieux, à moins que ce soit plutôt naïf, pour aborder un tel sujet. Prétentieux, tant le domaine peut être vaste ; naïf tant la question paraît relever de l'utopie. Pour réduire les prétentions, je propose de limiter l'entreprise. Ne nous engageons pas à traiter de la moralité de la politique dite politicienne, puisqu'elle est déjà classée comme telle. N'essayons pas non plus de construire une encyclique sur la justice sociale. Bornons-nous aux relations entre groupements politiques, notamment entre les nations ; le champ est assez large. Quant à la naïveté, je crois pouvoir la récuser, car enfin, la morale et la politique ont un champ commun : elles traitent, l'une comme l'autre, des relations entre l'individu et son entourage, entre des groupements et leur environnement.

Cela étant, la tâche n'est pas moins délicate. Quelqu'un, qui n'était pas étranger ni à la morale, ni à la politique, a consigné dans ses écrits la tension entre les deux termes. En 1932, dans « Le fil de l'épée », le commandant de Gaulle écrivait : « La perfection évangélique ne conduit pas à l'empire. L'homme d'action ne se conçoit guère sans une forte dose d'égoïsme, d'orgueil, de dureté et de ruse ». Dans ses « Mémoires de Guerre », à propos d'une discussion difficile avec Staline au sujet de la Pologne, le général de Gaulle, qui avait défendu sa position au risque de faire échouer la négociation, écrivait : « L'avenir dure longtemps. Tout peut, un jour arriver, même ceci qu'un acte conforme à l'honneur et à l'honnêteté apparaît en fin de compte, comme un bon placement politique ».

Alors, y a-t-il antinomie rédhibitoire ou correspondance secrète entre les deux termes de morale et de politique ? Comment l'ont ressenti les grands esprits qui ont disserté sur le problème ? Une chose me frappe : ils ont tous prêché la morale parce qu'ils éprouvaient, me semble-t-il, à un moment ou à un autre, le besoin d'être protégés. Aristote écrit « Hymne à la vertu », « Éthique à Nicomaque », « Éthique à Eudème », en même temps que « La politique ». Mais Aristote, à deux reprises, doit quitter Athènes et non seulement parce qu'il est macédonien. Il se réfugie dans l'île d'Eubée, afin, dit-il, d'épargner aux Athéniens un second attentat contre la philosophie, c'est-à-dire lui réserver le sort de Socrate. Cicéron, lui aussi, doit s'expatrier. Clodius vend ses biens à l'encan et rase sa maison. Rappelé à Rome, il écrit ses trois livres sur « les devoirs » : « De officiis ». Il reconnaît, dans « La République », le lien entre la morale et les faiblesses humaines. Je le cite « *expressis verbis* » : « *Etenim justitiae non natura, nec voluntas, sed inbecillitas, mater est* ». La mère de la justice n'est ni la nature, ni la volonté, mais la faiblesse.

Enjambons les siècles. Thomas More, archevêque, homme de loi et homme d'Etat de la Renaissance anglaise, auteur de « l'Utopie », sorte de gouvernement idéal, se sent lui aussi en fréquent danger. Brouillé avec Henri VII, il doit se retirer de la vie publique ; revenu à Londres à la mort du roi, après une période de faveur, il se brouille avec Henri VIII, condamne son divorce et périt décapité. Au XVII<sup>e</sup> siècle, le Hollandais Hugo Grotius, considéré comme le père du droit de la guerre et de la paix, est d'abord préoccupé de défendre la marine hollandaise naissante contre les marines anglaise et espagnole. Mais il est aussi persécuté dans son pays pour des raisons religieuses et doit se réfugier en France.

Le phénomène n'est pas propre à l'Europe. Confucius, qui a prôné les vertus cinq siècles avant notre ère, avait, paraît-il, connu lui aussi la fragilité. Orphelin très jeune, il a dû quitter sa province et mener une vie errante avant d'offrir ses services aux princes féodaux. Quant à Lao-Tseu, rebuté par les mœurs de son époque, il aurait dicté son Tao Tò king en passant les frontières de la Chine où il se sentait mal à l'aise.

Beaucoup plus près de nous, Henri Bergson, qui recherche les deux sources de la morale et de la religion, conclut à la nécessité d'un supplément d'âme. Pourquoi ? N'est-ce pas par crainte ? Par crainte que la technique et la civilisation matérielle en viennent à dominer et à inspirer tous nos comportements ? Plus récemment encore, John Rawls, l'auteur américain d'un ouvrage très connu et commenté sur la justice, a été, paraît-il, particulièrement frappé par une expérience directe des conséquences d'Hiroshima. Quant à Hans Jonas, auteur du « principe de responsabilité », il résume comme suit sa pensée : « Etre responsable, c'est accepter d'être pris en otage par ce qu'il y a de plus fragile et de plus menacé ».

Puis-je enfin évoquer un personnage beaucoup moins connu que tous ceux-là, moins éloquent que Cicéron, moins médiatisé que John Rawls ou Hans Jones ? Il s'agit d'un modeste ermite, vivant au XV<sup>e</sup> siècle dans la Suisse primitive, qui sortit de sa retraite pour rétablir la paix entre les trois cantons, Uri, Schwyz et Unterwald qui se disputaient alors qu'ils étaient également menacés par l'Empereur d'Allemagne. Nicolas de Flues, c'est son nom, rédige alors cet accord de paix, dit « Convention de Stans », en 1481, dont les considérants commencent par cet appel admirable qui pourrait figurer en exergue de tous les traités diplomatiques : « Considérant la malice des temps ». La malice des temps, c'est bien pour y faire face qu'il s'agit d'instaurer la morale en politique. C'est la fragilité éprouvée devant la malice des temps qui fait souhaiter un comportement moral.

Cicéron avait raison. La fragilité des humains paraît bien être au cœur de la relation entre la morale et la politique. C'est le cas du moins chez les penseurs. Est-ce le cas chez les acteurs ? Est-ce le cas dans l'histoire politique ? Peut-il advenir, et dans quels cas, que des actions morales inspirées par la faiblesse tempèrent le rapport de forces qu'est d'ordinaire la politique ? Qu'advient-il, dans les faits, de ce délicat trinôme : fragilité, morale et politique ? Le drame se déroule en cinq actes divers.

Premier acte : celui des sociétés dites primitives. C'est, nous dit-on, le tabou qui commande. L'individu, dans sa faiblesse, se soumet aux puissances sacrées. Le comportement social ou politique est dicté aux hommes par la fragilité qu'ils ressentent devant les forces qu'ils redoutent. Ainsi la Rome primitive est modérée, paraît-il, dans les premiers traités avec des peuples qu'elle a vaincus, car, nous dit Fustel de Coulanges, il y avait une impossibilité religieuse à être à la fois maître de deux cités. La religion faisait de la ville un corps qui ne pouvait s'agréger à aucun autre. D'ailleurs, on n'entreprenait pas une guerre sans consulter les oracles. On renonçait à une campagne si les oiseaux n'y consentaient pas : (nisi aves addixissent) ou bien, nous dit tacite, « parce qu'un bœuf parlait dans l'Etrurie ». Il en était de même en Grèce. Le respect des divinités imposait une morale politique. Du VIII<sup>e</sup> au VI<sup>e</sup> siècle av. J.-C., les cités du Péloponnèse se groupaient en amphycionies, unions religieuses et politiques. L'amphycionie de Delphes, formée autour du culte d'Apollon pythien, faisait à ses membres un devoir de ne détruire aucune ville de la ligue et de ne pas intercepter l'eau courante. Ainsi, dans les sociétés dites primitives, la fragilité humaine est déjà au cœur de la relation entre morale et politique. Le rapport de forces terrestre est tempéré par le respect des forces divines ou sacrées. Mais cet équilibre ne dure pas.

En Grèce, quand le commerce se développe et prend le pas sur le sacré, les fragilités se dissipent et les amphictionies se dissolvent. En Italie, l'évolution est encore plus nette. On ne prête plus attention aux présages. Suétone nous parle de César : « Il en vint à un tel point d'arrogance que dans un sacrifice, un augure ayant annoncé comme un mauvais présage qu'on n'avait pas trouvé le cœur de la victime, il répondit qu'il rendrait les présages heureux quand il lui plairait et qu'il ne fallait pas regarder comme un prodige qu'une bête manquât de cœur ». C'est avec de telles bravades que l'on franchit le Rubicon. Le sentiment de fragilité s'estompant, la prudence, le respect qui fondaient la morale se dissolvent également. La fragilité faisant défaut, le trinôme se défait.

Deuxième avatar de notre trinôme, celui des sociétés conservatrices. Là, c'est la crainte de perdre ses avantages qui inspire une certaine morale politique. Revenons à Rome, après César. Rome, au temps de l'empire, cherche à conserver ses conquêtes en usant de modération. C'est la crainte de gâter ce que l'on a acquis qui inspire une morale politique prudente. L'empereur Claude, pour amadouer les Gaulois, propose qu'ils désignent des sénateurs. Hadrien raccourcit les frontières de l'empire. Il évacue les provinces fondées par Trajan au-delà de l'Euphrate. Marc Aurèle, qui connaît, en philosophe, ce que sont les fragilités humaines, essaye, par des concessions de terres, d'apaiser l'assaut des barbares.

Autres exemples : comme Rome après ses conquêtes, la France du XVIII<sup>e</sup> siècle, après les guerres de Louis XIV, se fait modérée par souci de conservation. Vergennes ne veut aucun agrandissement territorial. C'est l'esprit du temps. Montesquieu, dès les premières lignes de « L'Esprit des Lois », avait donné le ton : « Si je pouvais faire en sorte qu'on pût mieux sentir son bonheur dans chaque pays, dans chaque gouvernement, dans chaque poste où l'on se trouve, je me croirais le plus heureux des mortels ». Il s'agissait, par la mansuétude à l'égard de tous, de conserver la douceur de vivre. Toutes choses égales d'ailleurs et révérence gardée à l'égard de ce cher homme qu'était Aristide Briand, n'y a-t-il pas chez lui le même souci quand il prêche la paix, la bonne entente et le désarmement à Genève : « Arrière canons, fusils et mitrailleuses ! » Il connaît la fragilité de la société française après les épreuves de la guerre. Il voudrait lui assurer un tant soit peu de tranquillité. Dans tous ces cas, il s'agissait, pour les sociétés conservatrices, de préserver un rapport de forces sérieusement menacé.

Hélas, là encore, le trinôme se défait. Les années qu'on aurait voulues douillettes sont suivies de la Seconde Guerre mondiale. La douceur de vivre du XVIII<sup>e</sup> siècle sera suivie de la Révolution française. Les précautions d'Hadrien et de Marc Aurèle n'empêcheront pas l'invasion des barbares. Les morales conservatrices, inspirées par la faiblesse, finissent dans l'échec politique. Il a manqué quelque chose au trinôme.

Troisième cas de figure. Celui d'une époque que Jacques Maritain appelle sacrale, le Moyen Âge chrétien. Saint Louis a conscience de sa faiblesse, ne serait-ce que devant Dieu, mais il l'assume. Il tente une politique morale, en terre chrétienne, comme aux croisades. Qu'en advient-il ? En terre chrétienne, son premier soin est de faire la paix avec le roi d'Angleterre. Il aurait pu, sans grand effort, occuper les dernières provinces qu'Henri III tenait encore en France. Il y renonce. Il fait les offres les plus clémentes. Un traité est signé à Paris, en décembre 1259. Louis IX, non seulement s'abstient de confisquer la Gascogne, mais fait à son ennemi d'importantes restitutions : Périgueux, Cahors, Limoges, et il lui verse, en cinq termes, la somme nécessaire à l'entretien, pendant deux ans, de cinq cents chevaliers à employer pour le service de Dieu, de l'Eglise et du Royaume d'Angleterre. Quelles sont les contreparties ? Le Plantagenêt se reconnaît comme le vassal du roi de France pour les provinces qui restent en sa possession. Le roi de France cède des territoires, débourse des espèces et que demande-t-il en échange ? Des promesses d'hommages. En France, le traité est critiqué. On le trouve trop généreux. Il est clair qu'il repose plus sur la bonne foi que sur la force. Même à l'égard de l'infidèle, Saint Louis cherche à pratiquer la douceur et la charité. Sans doute il combat, il guerroye, mais, jusqu'à la limite du possible, il veut apaiser, convertir. À la fin de sa première croisade, il passe des semaines et des mois en négociation avec le prince de Damas et le gouvernement du Caire, dans l'espoir de récupérer, par la diplomatie plutôt que par les armes, l'ancien royaume de Jérusalem. Il cherche même à convertir le Khan des Mongols, le Khan des Tartars et le prince de Tunis.

Qu'advient-il de ces beaux gestes de politique morale ? En terre chrétienne, ils ont des suites heureuses. Le traité de Paris est respecté. Louis IX a acquis une telle renommée de justice que ses arbitrages sont sollicités, même entre le roi d'Angleterre et ses barons, même dans les pays d'Empire. En 1270, avant son départ pour Tunis, il reçoit de l'empereur grec Paléologue une demande d'arbitrage touchant les différends entre les églises grecque et romaine. Mais en dehors de la chrétienté, sa politique morale échoue. Le Khan des Mongols, qu'il voulait convertir, demande au roi de France de le reconnaître comme son vassal. Le Khan des Tartars refuse d'aider les chrétiens si c'est au prix de sa conversion. Sans pouvoir convertir le Sultan Mostancir, Saint Louis meurt à Tunis.

Bilan de cette période sacrale : la politique morale, menée sans crainte de la fragilité, peut réussir en milieu familial et relativement homogène, mais n'a guère de chance dans l'espace étranger et hétérogène. Où l'on commence à voir que, pour que le trinôme fonctionne, il importe que la fragilité soit ressentie mais assumée et que l'entourage soit accueillant.

Faut-il rattacher le Mahatma Gandhi à cette catégorie d'acteurs politiques soucieux de la morale ? Peut-être, bien que Gandhi ait été un opposant et non un gouvernant, ce qui n'implique pas les mêmes responsabilités. Il n'empêche. La politique de non-violence connaît un peu le même sort que la politique charitable de Saint Louis. Elle réussit en milieu favorable. L'indépendance de l'Inde est acquise largement parce que la Grande-Bretagne ne peut plus tenir son empire au lendemain de la guerre. Mais elle connaît aussi le drame en milieu hétérogène, puisque, comme Saint Louis qui meurt à Tunis sans avoir pu convertir Mostancir, Gandhi est assassiné par un brahman fanatique au moment de la partition de l'Inde.

Quatrième acte de notre dramaturgie : c'est une période ou plutôt de fréquentes périodes où se désarticule notre trinôme. Appelons-les périodes machiavéliennes où il est possible de ne pas se sentir fragile et par conséquent de mener une politique sans se préoccuper de la morale. Plus de tabous, plus de craintes révérencielles ni même de difficultés physiques qui fassent sentir notre fragilité. Machiavel peut justifier sa politique d'audace et de ruse par la division de l'Italie en de multiples principautés dont on peut jouer les unes contre les autres. Frédéric de Prusse, qui avait écrit tout jeune son *Anti-Machiavel*, avait fort bien jugé la situation. « César Borgia, écrit-il, fonda le dessein de sa grandeur sur la dissension des princes d'Italie ; il résolut de les brouiller les uns avec les autres, afin de profiter de leurs dépouilles. » Curieusement, Voltaire, qui corrigea les épreuves de l'*Anti-Machiavel*, ne comprit pas la pensée du jeune auteur et remplaça le mot « dissension » par « destruction », ce qui était un stupide faux-sens. Enfin, par égard pour les mânes de Voltaire qui repose au Panthéon, disons qu'il s'agit d'un faux-sens malencontreux, car c'était bien la dissension, la division des princes d'Italie qui permit à César Borgia sa politique d'audace et de ruse, sans crainte pour sa fragilité.

À un moindre degré, et avec une modération toute classique, Louis XIV, au début de son règne, s'est trouvé dans une situation analogue, du moins le jugeait-il ainsi. Dans les mémoires qu'il fait rédiger pour l'instruction de son fils, il décrit un entourage qui ne lui faisait rien redouter : « Le Habsbourg de Madrid venait de perdre les Provinces Unies et le Portugal et se trouvait sans finances ; l'Empereur, je ne vois rien à craindre de lui ; le roi d'Angleterre était besogneux ». Louis peut donc agir à sa guise sans trop d'égards pour ses voisins. Bonaparte, devenu Napoléon, se trouvait dans une conjoncture semblable. Rien qui puisse l'intimider ou lui faire ressentir une fragilité. À Vienne, Frédéric-Guillaume est honnête mais indécis. En Russie, Paul I<sup>er</sup> est à demi-fou. L'Angleterre est occupée outre-mer, elle prend Le Cap aux Hollandais, étend ses territoires en Inde. Napoléon peut agir à sa guise.

Les personnages ne sont pas comparables, mais Hitler aussi a pu croire qu'il avait les coudées franches, sans crainte d'une fragilité. Il voyait les démocraties peu disposées au combat. Mais surtout son ego délirant le portait à nier tous les obstacles. Ce qu'il disait à Rauschning, dans le livre « Hitler m'a dit » est caractéristique : « Rien ne vaut que le mouvement, rien ne vaut que le changement. Il n'y a pas de but précis qui soit fixé une fois pour toutes. L'avenir est le fleuve impensable des possibilités infinies d'une création toujours nouvelle ». Hitler n'était pas seul à s'ébattre dans ces perspectives apparemment disponibles. La dialectique marxiste, qui joue sur les contradictions, se fonde elle aussi sur un monde hétérogène, propice par conséquent aux coups de force.

Cicéron avait raison : qui ne reconnaît pas sa fragilité n'est pas tenté par une politique morale. Ainsi, il est toujours possible, au XX<sup>e</sup> siècle, de ne pas admettre sa faiblesse et de se croire tout permis. Est-ce encore le cas aujourd'hui ?

Cinquième acte : les temps présents. Où en est notre trinôme dans un monde qui se coagule sans que disparaissent ses fissures ? Chacun peut sentir sa fragilité face aux vastes mouvements qui l'affectent et qu'il ne peut contrôler, qu'il s'agisse des mouvements climatiques réels ou supposés, des catastrophes naturelles maintenant connues de tous, de la prolifération nucléaire, des risques ubiquistes de terrorisme chimique ou bactériologique, des épidémies devenues pandémies, des ruines financières devenues systémiques. Chacun aspire à une protection, à des lois, à une gouvernance comme on dit, à une gouvernance morale. D'où la profusion d'initiatives dans le domaine de l'écologie ou du principe de précaution, d'où les réunions du G8 ou du G20 qui s'essayent à ladite gouvernance. Est-ce suffisant pour que le trinôme fonctionne, pour que les fragilités reconnues, la morale s'installe dans la politique ? Ce n'est évidemment pas le cas, tant les intérêts, les volontés restent diverses malgré la mondialisation. On l'a bien vu à Copenhague pour les discussions sur le climat. Ailleurs, la prolifération nucléaire continue et l'on voit se développer des luttes dites asymétriques. En économie non plus : pas de consensus, les uns creusent les déficits, d'autres accumulent des réserves.

Y a-t-il une chance cependant, vu les interdépendances nouvelles, les contraintes qu'elles entraînent, les contagions qu'elles facilitent, pour qu'advienne cet heureux phénomène, à savoir qu'une action morale en un point puisse amorcer un cycle vertueux ? Nous retrouvons ici la remarque du général de Gaulle : l'histoire dure longtemps, tout peut arriver, même ceci qu'un acte conforme à l'honneur et à l'honnêteté apparaisse en définitive un bon placement politique. Ce n'est pas exclu en effet. Les acteurs sont devenus si proches et si dépendants l'un de l'autre que le phénomène peut se produire. Il arrive que la modération d'une puissance suggère la modération chez une autre ou même

la rende nécessaire. Les négociations qui ont fait suite aux accords d'Helsinki au sein des conférences sur la sécurité et le désarmement en Europe en sont un timide exemple. Les positions raisonnables des Occidentaux au sujet des droits de l'homme et du désarmement conventionnel ont suscité ou du moins facilité une position raisonnable de l'URSS. Au point que lors d'une conférence à Vienne, la délégation soviétique, pour manifester son bon vouloir, nous avait projeté un film sur les déportations opérées en Géorgie au temps de Staline. Le bon vouloir appelait le bon vouloir. Un phénomène de contagion, facilité sans doute par la mondialisation et la diffusion des informations qu'elle entraîne.

Ce n'est pas toujours le cas, bien entendu. Il faut, à tout le moins, que certains conditions soient remplies pour que s'amorce le phénomène. Quelles conditions ? En deux mots comme en cent, il faut, pour l'amorcer, que l'acteur politique fixe et tienne sa position sans peur et sans reproche. Le trinôme est toujours là, la faiblesse est toujours ressentie mais il s'agit de la surmonter, c'est-à-dire sans peur ; sûr que l'on est de sa juste cause, c'est-à-dire sans reproche... Sans peur, car c'est un pari que l'on fait en misant sur une position face à des réactions incertaines. Sans reproche, pour que l'exemple que l'on donne soit convaincant. Dans ses discussions avec Staline, De Gaulle connaissait sa faiblesse. Il le dit dans ses Mémoires : « de si peu de poids que soit dans l'immédiat l'attitude de la France » écrit-il. Mais il maintient sa position sans crainte de faire échouer la rencontre. Et Staline, à la fin, le félicite « vous avez tenu bon, à la bonne heure ! J'aime avoir affaire à quelqu'un qui sache ce qu'il veut, même s'il n'entre pas dans mes vues. ».

Quelle leçon tirer pour d'autres circonstances étant donné la malice des temps ? Prenons le cas d'une débâcle financière dite systémique. Il est clair qu'il ne suffit pas de ressentir ou de proclamer sa faiblesse pour prétendre à une situation plus juste ou plus morale. Pour qu'il y ait une chance que la situation s'améliore, il importe avant toute chose d'assurer soi-même l'équilibre de ses propres finances, sans peur et sans reproche. Autrement dit, Cicéron avait raison dans l'analyse : il faut, si l'on est faible, comme au pont de Garigliano face à l'armée de Charles Quint, être sans peur et sans reproche pour que sa juste cause ait une chance de prévaloir ou du moins d'être reconnue.

En résumé, s'il est bien vrai que, dans notre monde globalisé, les mauvais coups se répercutent partout, il semble bien aussi, comme l'avait escompté le général de Gaulle qu'un acte conforme à l'honneur et à l'honnêteté puisse provoquer d'heureux effets, en dépit de la malice des temps. En fois de quoi, forts de cet espoir, levez-vous Chevaliers Bayard sans peur et sans reproche ! L'appel lancé, toutefois, gardons patience. Et merci de votre patience !



## Discussion

Notre Présidente, Madame Christiane Dupuy-Stutzmann, lance la discussion en rappelant d'abord les objectifs de la politique : conquérir le pouvoir et le conserver à tout prix ; la morale, pour sa part, apportant sagesse, tempérance, courage et justice. Malraux lui-même considérait que l'on ne peut faire de la politique avec la morale, mais pas non plus sans la morale. Une discussion passionnée s'instaure à laquelle prennent part dans l'ordre d'intervention MM. Larcq, Vert, Laxenaire, Flon, Vicq, Husson, Bertaud, Perrin, Giuliano et Bombardier. Divers thèmes sont abordés : importance d'œuvrer pour le bien commun (quand il est question de politique et de morale), et de rechercher l'ordre juste ; retour sur l'apport de Machiavel (qui donne de judicieux conseils) et qui n'est pas oublié par le général de Gaulle dans le *Fil de l'épée* : la grande politique repose sur un équilibre entre différentes vertus ; nécessité de placer les hommes au centre du jeu ; différence entre morale d'une nation et morale d'un individu ; notion de « guerre juste » (si tant est qu'elle existe) et critères pour la définir ; des références religieuses peuvent aider à des distinctions essentielles (contraste entre une morale aux préceptes permanents et une politique qui s'adapte aux circonstances) ; opposition entre les vertus cardinales et un moralisme exacerbé ; emploi éventuel du pluriel : morales et politiques ; recours au silence pour protéger les convictions de la vie intérieure ; mise en relief de l'éducation aboutissant à la qualité des politiques.